



# FORUM SUR LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ EN CENTRAFRIQUE

AGRICULTURE - FORÊT - MINES

du 09 au 13 septembre 2015

Hôtel Ledger-Plaza

- Bangui -



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE TERRE DES RICHESSES DU COEUR



UNIPAGE



**THEME: FISCALITE, ELARGISSEMENT DE L'ASSIETTE ET  
INCITATION A L'INVESTISSEMENT**

BANGUI DU 9 AU 13 SEPTEMBRE 2015, HÔTEL LEDGER



# FORUM SUR LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE

**THEME: FISCALITE, ELARGISSEMENT DE L'ASSIETTE ET  
INCITATION A L'INVESTISSEMENT**

**BANGUI DU 9 AU 13 SEPTEMBRE 2015, HÔTEL LEDGER**



**Présenté par Messieurs :**

-

- **Denis Papin NGANDA, Directeur des Etudes, de la Législation Fiscale, de l'Immatriculation et du Contentieux (DGID)**

**et**

- **Alain GRENGBABO, Directeur de la Législation et de la Réglementation Douanières (DGDDI)**



# PLAN D'INTERVENTION

## ❖ Introduction

I. Fiscalité: objectifs, cadre juridique et institutionnel

II. Typologie des droits et taxes

III. Etat des lieux des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale douanière et d'incitation à l'investissement

IV. Les défis de l'élargissement de l'assiette et de l'incitation à l'investissement

V. Les orientations stratégiques et propositions de solutions

## ❖ Conclusion



# INTRODUCTION

**La République Centrafricaine (RCA) est un pays situé au cœur du continent Africain. Cette position géographique fait d'elle un pays enclavé qui se trouve à 1400 kilomètres du port le plus proche qui est celui de Douala au Cameroun.**

**Ses caractéristiques actuelles sont:**



# INTRODUCTION suite

- Une superficie d'environ 623.000 km<sup>2</sup> , pour une population estimée à 4.500.000 habitants;
- Dotée d'un potentiel naturel très important, mais paradoxalement elle demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète;



# INTRODUCTION suite

- **Le retard enregistré par rapport aux autres pays de la région est du à son enclavement et l'étroitesse du tissu fiscal expliquent en partie cette triste réalité (la pauvreté);**
- **La dernière crise a accentué la dégradation du tissu économique et social;**



# INTRODUCTION suite

- **La relance de l'économie et de la croissance, impose au Gouvernement de Transition l'élaboration du Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable (PURD);**





# INTRODUCTION suite

- **La nécessité de mobilisation de ressources internes, une injection substantielle d'aides des partenaires et une réelle et vigoureuse implication des investissements privés;**
- **D'où l'intérêt de ce forum et l'implication des régies financières.**



# INTRODUCTION suite

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PIB (en milliards de FCFA)</b>	<b>1036</b>	<b>1108</b>	<b>760</b>	<b>852</b>	<b>955</b>	<b>1076</b>
<b>Taux de croissance du PIB</b>	<b>3,3</b>	<b>4,1</b>	<b>-36,7</b>	<b>1,0</b>	<b>5,5</b>	<b>5,7</b>
	<b>Chiffre en % du PIB</b>					
	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Recettes intérieures</b>	<b>10,8</b>	<b>11,5</b>	<b>5,7</b>	<b>4,9</b>	<b>6,7</b>	<b>7,5</b>
<b>Dépenses</b>	<b>15,7</b>	<b>16,4</b>	<b>14,7</b>	<b>12,6</b>	<b>15,8</b>	<b>15,6</b>
<b>Solde global hors financement</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,9</b>	<b>-9,1</b>	<b>-7,7</b>	<b>-9,0</b>	<b>-8,1</b>
<b>Financement</b>	<b>2,5</b>	<b>4,9</b>	<b>2,7</b>	<b>10,7</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>
<b>Stock de la dette publique</b>	<b>32,9</b>	<b>33,1</b>	<b>52,3</b>	<b>47,6</b>	<b>42,1</b>	<b>37,1</b>



# I. Définition, Objectifs, cadre juridique et institutionnel



# I. Objectifs, cadre juridique et institutionnel

- **Définition:** La fiscalité se définit comme le système de perception des impôts et l'ensemble des lois qui s'y rapportent. Elle se compose de la fiscalité de porte dont la gestion est assurée par l'administration des Douanes et de la fiscalité intérieure qui relève de la compétence de l'Administration des Impôts.



# I. Objectifs, cadre juridique et institutionnel...

- **Les objectifs de la fiscalité sont:**
  - **La garantie des rentrées fiscales; et**
  - **La stimulation des activités économiques du secteur privé;**
- **Cadre juridique:**
  - **La fiscalité est articulée autour d'un arsenal juridique composé de:**



# I. Objectifs, cadre juridique et institutionnel...

- ✓ **Acte uniforme OHADA;**
- ✓ **Code des Douanes de la CEMAC;**
- ✓ **Actes, Règlements et Directives;**
- ✓ **Code des Impôts;**
- ✓ **Lois de finances;**
- ✓ **Codes forestier et minier;**
- ✓ **Charte des investissements, etc.**



# I. Objectifs, cadre juridique et institutionnel (fin)

## •Cadre institutionnel

Deux institutions phares:

- DGID pour la fiscalité intérieure
- DGDDI pour la fiscalité de porte

D'autres départements ont été aussi autorisés par le législateur à prélever de la parafiscalité (Mines, Eaux Forêts etc.)



## II. Typologie des droits et taxes





## II. Typologie des droits et taxes

- **Les grandes catégories d'impôts en vigueur en RCA sont:**
  - **Les impôts directs (IRPP, IS, patente; CDS, IFB, DE ...); et**
  - **Les impôts indirects (TVA, DA et les Droits de Douane).**



# **III. Etat des lieux des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale douanière et d'incitation à l'investissement**



# III. Etat des lieux...

## 1. Les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale

### 1.1 Au niveau de la DGID:

- La fiabilisation du fichier des contribuables;
- Le recensement physique des contribuables;



# III. Etat des lieux...

## 1.1 Les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale au niveau de la DGID (suite & fin):

- Le déploiement du service chargé des enquêtes;
- La lutte contre la fraude fiscale.



# III. Etat des lieux...

## 1.2 Les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale au niveau de la DGDDI:

- L'assiette douanière reste focalisée à ce jour sur la valeur en douane des marchandises importées et/ou exportées (pas d'élargissement).



# III. Etat des lieux...

## 2. Les mesures actuelles d'incitation à l'investissement

### 2.1 Au niveau de la DGID

#### a)- Mesures fiscales incitatives de droit commun:

- ✓ **Les incitations fiscales à la création des entreprises** (réduction de la patente de 2/3, exonération sur l'IR pour les plantations nouvelles et l'élevage de bétail, etc.)



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### a)- Mesures fiscales incitatives de droit commun (suite & fin):

- ✓ Les incitations fiscales favorables à l'épanouissement des entreprises (droit à déduction de la TVA, TVA zéro à l'export, exonération temporaire des propriétés bâties et outillages des industriels, etc.)



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- **Mesure fiscales spécifiques aux sociétés à vocation internationale**

- ✓ **Elimination de la double imposition;**
- ✓ **Régime spécifique d'imposition des groupes de sociétés (dividendes)**





# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- Mesures fiscales spécifiques aux activités forestières

- ✓ Exonération de l'outillage industriel;
- ✓ Exonération temporaire sur les propriétés bâties;
- ✓ TVA zéro sur les exportations.



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- **Mesure fiscales spécifiques aux activités minières (phase de recherche)**

- ✓ Exonération de l'outillage industriel;
- ✓ Exonération de droit d'enregistrement (exception des baux et location à usage d'habitation);
- ✓ TVA zéro sur les exportations;
- ✓ Exonération de la TVA à l'import et à l'intérieur sur les biens en rapport avec leurs activités;



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- **Mesure fiscales spécifiques aux activités minières** (phase de préparation, deux ans renouvelables une fois pour une année)

- ✓ Exonération de la TVA sur les équipements importés;
- ✓ Exonération des Droits de Douane du matériel de remplacement importé;
- ✓ Exonération des droits et taxes sur les biens et services non disponibles localement;



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- **Mesure fiscales spécifiques aux activités minières (phase d'exploitation)**

- ✓ Possibilité d'étalement sur une année des droits d'enregistrement sur les actes portant création des sociétés ou d'augmentation de capital);
- ✓ Exonération des D.E aux opérations minières, sauf location et baux à usage d'habitation);
- ✓ Constitution en franchise de l'IS de provision pour la reconstitution du gisement;
- ✓ Exonération sur trois ans de Minimum IS, Patente et Contribution au Développement Social (CDS)



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

#### • Mesure fiscales spécifiques aux activités pétrolières

- ✓ Possibilité d'exemption totale ou partielle de la redevance à la production;
- ✓ A l'exception de l'IS, exonération de tout impôt sur la production et commercialisation;
- ✓ Exonération sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (RCM) des dividendes des actionnaires



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- Mesures incitatives aux activités pétrolières (suite)

- ✓ Exonération à la contribution des patentes, contribution foncière des propriétés bâties, et D.E et de Timbre pour les titulaires de contrats pétroliers;



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite & fin)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- Mesure incitatives aux activités pétrolières (suite & fin)

- ✓ Exonération de tous impôts sur le chiffre d'affaires pour les titulaires de contrats pétroliers ainsi que les sous traitants et de toutes autres taxes expressément stipulées au contrat.



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- Mesures d'amélioration du climat des affaires:

- (i) Institution de la charte des investissements:

- ✓ Avantages fiscalo douaniers (exonérations et réduction de taux de certains impôts et taxes)
- ✓ Garanties offertes par la charte (non discrimination des investisseurs, non expropriation etc.)





# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

#### • Mesures d'amélioration du climat des affaires:

(ii) Création du Guichet unique de formalités des entreprises

(iii) Mesures de protection du contribuable

- ✓ contribuables ordinaires;
- ✓ Contribuables vérifiés;
- ✓ Voies de recours;
- ✓ Changement de doctrine administrative.



# III. Etat des lieux...

## 2.1 Au niveau de la DGID (suite & fin)

### b)- Mesures fiscales spécifiques:

- Mesures d'amélioration du climat des affaires:

- (iv) Simplification du système fiscal



# III. Etat des lieux...

## 2.2 Au niveau de la DGDDI

### a)- Moyens prévus par le CD / CEMAC

#### 1) Les régimes économiques

- ✓ Le régime de l'entrepôt;
- ✓ Le régime de l'Admission Temporaire (secteurs minier, forestier et pétrolier); et
- ✓ Le perfectionnement actif.



# III. Etat des lieux...

## 2.2 Au niveau de la DGDDI (suite)

### a)- Moyens prévus par le CD / CEMAC

#### 2) Mode d'acquittement des droits et taxes et d'enlèvement

- ✓ Le crédit des droits et taxes; et
- ✓ Le crédit d'enlèvement.

#### 3) Les Exonérations



# III. Etat des lieux fin

## 2.2 Au niveau de la DGDDI (suite & fin)

### b)- Moyens prévus par la charte des investissements

- ✓ Taux modéré du TEC de 5% sur les importations des entreprises transformatrices et productrices
- ✓ Taux modéré du TEC de 8% sur les importations des entreprises de prestations de services

### c) Autres mesures incitatives

- ✓ Le bon à régulariser;
- ✓ L'enlèvement direct; et
- ✓ La mise en œuvre du code d'éthique



# **IV. Les défis de l'élargissement de l'assiette et de l'incitation à l'investissement**



## IV. Les défis...

### a)- Au niveau de la DGID

1)- la stratégie d'élargissement de l'assiette n'a pas produit les résultats escomptés à ce jour à cause de:

- ✓ La faiblesse des capacités de la DGID;
- ✓ La caducité des méthodes de collecte; et
- ✓ Les difficultés de fiscalisation des PME.



# IV. Les défis...

**a)- Au niveau de la DGID (suite et fin)**

**2)- Les insuffisances du système fiscal Centrafricain en cours de relèvement:**

- ✓ L'existence des exonérations dommageables (exonérations injustifiées);
- ✓ L'insuffisance des mesures d'incitation à l'investissement (Droits d'Enregistrement exigibles lors de l'installation et de la restructuration des sociétés...);
- ✓ La faible protection du contribuable (mise en place tardive du cadre de concertation);
- ✓ Les insuffisances d'ordre législatif et fonctionnel (multiplicité et incohérence des textes réglementaires, mesures incitatives inopérantes).





# IV. Les défis...

## b)- Au niveau de la DGDDI

- **Comment maîtriser la fraude douanière?**
- **Comment moderniser la Douane?**
- **Comment gérer le secteur informel?**



# V. Les orientations stratégiques et propositions de solutions



# IV. Les orientations stratégiques et propositions de solutions

## a)- Au niveau de la DGID

### • Les orientations stratégiques:

- ✓ La simplification du système fiscal;
- ✓ La réforme de la fiscalité applicable aux sociétés de téléphonie et ressources naturelles;
- ✓ La mise en œuvre effective des plans d'actions (élargissement de l'assiette, amélioration du système d'information fiscale, amélioration du climat des affaires, opérationnalisation de la plate forme de concertation secteur privé - fisc et le renforcement des capacités);



# IV. Les orientations stratégiques et propositions de solutions



## a)- Au niveau de la DGID (suite & fin)

### ➤ Les propositions de solutions:

- ✓ La modernisation de la DGID (introduction des contrats de performance);
- ✓ Le renforcement des capacités (secteurs bancaire, minier, forestier etc.);
- ✓ La rationalisation des exonérations (redynamisation du CICEFD, renégociation de certaines clauses exonératoires etc.); et
- ✓ La réforme du système fiscal centrafricain (révision de la charte des investissements, mise en cohérence des textes etc.);
- ✓ La promotion des PME (création de CGA, législation souple etc.);
- ✓ L'effectivité de remboursement de crédits TVA aux ayants droit ;
- ✓ La détermination adéquate de la valeur mercuriale (coût de transport, ...).



# **IV. Les orientations stratégiques et propositions de solutions**

## **b)- Au niveau de la DGDDI**

- La mise en œuvre du statut d'opérateur économique agréé (OEA);**
- La mise en œuvre effective du partenariat Douane secteur privé;**
- L'introduction du contrat de performance;**
- La coordination de la DGDDI avec les autres administrations internes et externes**



# conclusion



# conclusion

Sur la base des orientations et recommandations faites, la réflexion portant sur l'élargissement de l'assiette et l'incitation à l'investissement doit se poursuivre dans les domaines autres que la fiscalité, à savoir:

- (i) La structuration de l'économie;
- (ii) Adéquation Formation – Emploi (Capital humain)
- (ii) Le fonctionnement de la Justice ;
- (iii) L'amélioration du Dialogue Public – Privé ;et surtout enfin,
- (iv) La gouvernance et la stabilité politique, gages d'un développement durable et de lutte contre la pauvreté.



# En savoir plus ....

**MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET**

**Avenue Gamal Abdel Nasser**

**B.P. 912 Bangui**

**Tél. + (236) 21 61 44 81**

**République Centrafricaine**

**[cabinet.finances@minfb-rca.org](mailto:cabinet.finances@minfb-rca.org)**





**MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION**

**SINGUILA**